

## Comment l'évaluation peut-elle renforcer la résilience africaine face à la reconfiguration de la coopération internationale ?



### Objectif

Ce webinaire a été organisé par CLEAR FA en collaboration avec le GEI (Global Evaluation Initiative) dans le cadre de sa série « Les Webinaires de CLEAR FA ». Ces webinaires trimestriels offrent d'une part un cadre d'échange et de partage d'expériences sur les enjeux et tendances émergentes de la culture et des capacités évaluatives dans le contexte de l'Afrique francophone en particulier et du monde en général. Ce numéro 13 de cette série a abordé la reconfiguration des relations internationales et les implications pour l'Afrique, notamment en ce qui concerne l'évaluation des politiques publiques. L'objectif principal était d'analyser le rôle de l'évaluation pour renforcer l'autonomie du continent face à l'évolution des priorités des donateurs et aux réductions des financements traditionnels.

### Intervenants

Modération



**Dr Edoé Djimitri Agbodjan**  
Coordonnateur de CLEAR  
Afrique Francophone,  
Enseignant-Chercheur au  
CESAG (Dakar)



**Thomas Melonio**  
Économiste en chef, AFD, sur  
l'impact de la reconfiguration  
de la coopération internationale  
sur le financement du  
développement durable



**Pr. Lavagnon Ika**  
Université d'Ottawa, sur  
l'innovation dans la gestion  
de projets face aux crises  
globales

Introduction



**Patrizia Cocca**  
Responsable de la  
communication et  
de la gestion des  
connaissances à GEI

Panel



**Dr. Lynda Rey**  
ENAP, Montréal, sur  
les méthodologies  
contextuelles pour l'Afrique



**Ngoné Ndoye**  
Présidente de FEMIDEC, sur la  
participation citoyenne au pilotage  
des politiques et l'évaluation  
comme outil de dialogue

## Description de la méthodologie

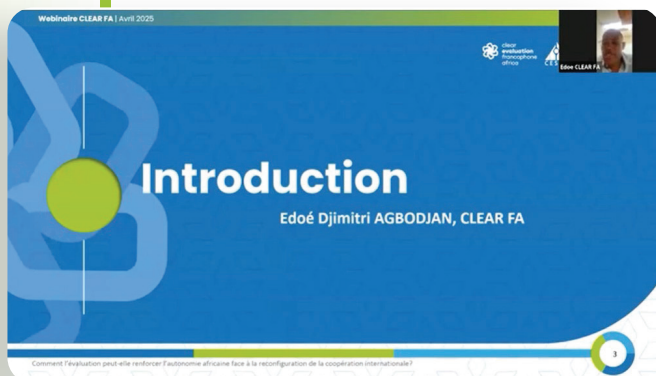
Le webinaire s'est déroulé en ligne avec une interprétation simultanée en français et en anglais. Il a suivi un format de panel interactif, où les panélistes ont présenté des réflexions sur la reconfiguration de la coopération internationale et son impact sur les systèmes d'évaluation. Une session de questions-réponses a permis d'engager les participants sur les enjeux méthodologiques et politiques. La méthodologie a inclus une mise en contexte stratégique des évolutions géopolitiques, des discussions approfondies sur l'innovation méthodologique, et des réflexions sur l'appropriation de l'évaluation par les acteurs locaux.

# Résumé du Webinaire

## INTRODUCTION



Mme Cocca, responsable de la communication et de la gestion des connaissances à la Global Evaluation Initiative (GEI), a ouvert le webinaire en soulignant l'importance de la collaboration entre GEI et CLEAR FA. Elle a expliqué que ce partenariat vise à renforcer les systèmes nationaux d'évaluation en Afrique, afin que le continent puisse gérer son développement de manière plus autonome, en dehors de la dépendance aux financements internationaux. Elle a également précisé que le webinaire se situe dans un contexte de reconfiguration des relations internationales, où les priorités des bailleurs de fonds changent, mais aussi un moment stratégique pour l'Afrique de prendre le contrôle de ses politiques publiques à travers une évaluation stratégique.



Dr. Agbodjan, coordonnateur de CLEAR Afrique Francophone, a pris la parole pour détailler les objectifs du webinaire. Il a expliqué que l'Afrique fait face à un retrait progressif des financements externes, ce qui oblige les pays africains à renforcer leur autonomie économique et à réinventer leur modèle de développement. Il a mis l'accent sur la nécessité de réformer les systèmes d'évaluation pour qu'ils soient plus inclusifs, contextualisés et adaptés aux spécificités africaines. Selon lui, l'évaluation doit être un levier pour guider les politiques publiques de manière plus résiliente, en tenant compte des défis mondiaux, tout en favorisant une participation active des acteurs locaux dans l'analyse des projets et la prise de décision.

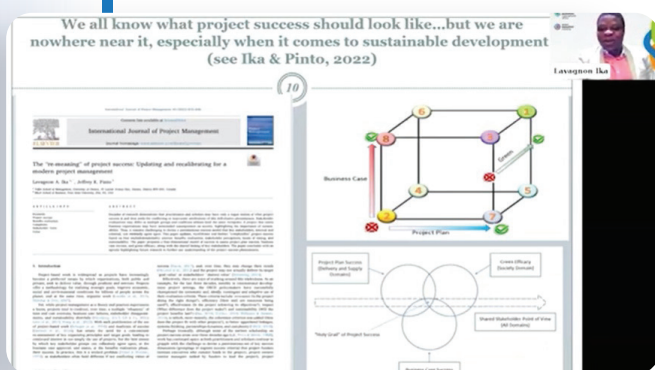
## INTERVENTIONS DES PANÉLISTES

À la suite des introductions, la parole a été donnée aux intervenants principaux qui ont exploré différents aspects de l'autonomisation de l'Afrique à travers l'évaluation.



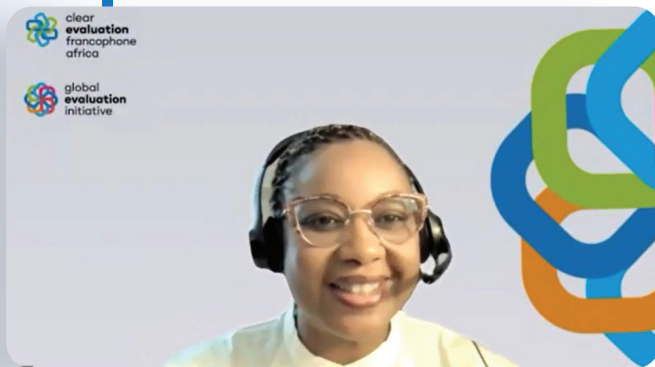
M. Melonio a introduit la question cruciale de l'impact de la reconfiguration de la coopération internationale sur le financement du développement durable en Afrique, soulignant notamment l'évolution des priorités des bailleurs de fonds. Selon lui, cette évolution présente à la fois des défis et des opportunités pour l'Afrique. Il a mis en garde contre la réduction des financements traditionnels et a plaidé pour l'importance d'une évaluation stratégique qui puisse justifier les investissements souverains et orienter les choix en matière de développement.

Il a insisté sur le fait que l'Afrique ne peut plus attendre passivement que les financements extérieurs dictent ses priorités. Au contraire, l'autonomie économique et stratégique du continent nécessite que les évaluations des projets soient plus adaptées aux réalités africaines, qu'elles soient locales et inclusives.



Pr. Lavagnon Ika a développé l'idée selon laquelle les projets africains doivent intégrer une lecture des crises mondiales, telles que celles liées au climat, à la santé, et aux inégalités, pour en maximiser l'impact. Il a insisté sur la complexité croissante des projets de développement face aux défis globaux et a souligné la nécessité de méthodologies d'évaluation adaptatives et souples.

Il a proposé que les systèmes d'évaluation doivent évoluer pour intégrer des dimensions telles que la résilience, la durabilité et la complexité des défis mondiaux. Il a mis en avant l'importance de mesurer l'efficacité des projets à long terme, en prenant en compte des critères non seulement économiques, mais aussi environnementaux et sociaux.



Dr. Rey a approfondi la question des méthodologies d'évaluation adaptées aux spécificités africaines. Elle a mis l'accent sur l'importance de l'appropriation des méthodologies d'évaluation par les acteurs locaux, en valorisant les compétences internes et les savoirs locaux. Elle a suggéré des méthodologies d'évaluation contextuelles qui prennent en compte les réalités socio-économiques des pays africains, et de favoriser des approches participatives, où les résultats de l'évaluation servent directement à orienter les décisions politiques.



Mme Ngoné Ndoye a livré une intervention poignante en appelant à **la mobilisation citoyenne et à l'implication des communautés locales** dans les processus d'évaluation des politiques publiques. Selon elle, **l'évaluation** ne doit pas être perçue comme un simple exercice technique, mais plutôt comme **un outil de dialogue** entre les autorités publiques et les populations. Elle a plaidé pour une **évaluation inclusive**, qui donne une place centrale aux **communautés locales** dans l'analyse des politiques, la conception des projets et le suivi des résultats.

# Points Saillants

Le webinaire a permis de dégager plusieurs points clés qui illustrent les enjeux cruciaux de l'autonomisation de l'Afrique par l'évaluation des politiques publiques dans le contexte actuel de la coopération internationale.



Enfin, la mobilisation citoyenne a été mise en avant par Mme Ngoné Ndoye. Elle a souligné que les **communautés locales** doivent avoir une place centrale dans l'évaluation des politiques publiques. L'évaluation doit devenir **un espace d'expression et de négociation**, où les **besoins réels des populations** sont entendus, garantissant ainsi des **politiques plus inclusives et adaptées** aux défis locaux.

# Réactions des participants

Les participants ont abordé plusieurs questions clés durant les discussions, se concentrant sur l'amélioration des pratiques d'évaluation et les défis spécifiques à l'Afrique.

Voici les principaux sujets abordés :

Voici les principaux sujets abordés :

## Reconnaissance et intégration des méthodes d'évaluation africaines

Des questions ont été soulevées sur l'intégration des méthodes d'évaluation indigènes (comme l'« Évaluation faite en Afrique » et l'évaluation Ubuntu) dans la formation des évaluateurs dans des universités africaines telles que le CESAG et l'ENSEA. Il y avait un intérêt à adapter ces méthodes pour relever les défis uniques de l'Afrique tout en respectant les valeurs culturelles et communautaires.



## Tensions entre évaluation rigoureuse et interventions localisées

**Amalia Prado** a souligné la tension entre la nécessité de mesures cohérentes et comparables et la nécessité de localiser les interventions. Cela a déclenché une discussion sur la manière d'équilibrer ces approches dans des contextes fragiles, notamment dans les zones touchées par les conflits et la violence.



## Impact de la réduction du financement international sur l'évaluation en Afrique

**De nombreux participants** ont exprimé leur inquiétude concernant la réduction du financement des donateurs et ses effets sur les pratiques d'évaluation en Afrique. Damilola Decker a demandé comment le gouvernement sénégalais compte combler ce vide et comment les autres gouvernements du continent pourraient s'adapter à cette situation.



## Évaluation participative et objectivité des réponses

**Sara Sangiuliano** a soulevé un point important concernant l'évaluation participative, en notant que les bénéficiaires ont souvent tendance à remercier les donateurs ou les exécutants plutôt qu'à fournir des retours critiques et objectifs. Elle a suggéré que les évaluateurs doivent être formés pour aller au-delà de ces remerciements et comprendre les perceptions réelles des participants.



## Défis méthodologiques dans l'évaluation des politiques publiques

**Ismael Balde** a demandé quelles sont les méthodes d'évaluation les plus couramment utilisées pour évaluer l'efficacité des politiques publiques en Afrique, et si ces méthodes sont adaptées aux contextes institutionnels et socio-économiques des pays africains. Cela a conduit à une discussion sur la nécessité de méthodes d'évaluation flexibles prenant en compte les réalités spécifiques de l'Afrique.



## Pratiques d'évaluation dans la santé publique et le développement international

**Janet Michel** a exprimé des préoccupations concernant l'impact des programmes de santé publique et comment les évaluations sont souvent menées à la fin des projets, à la demande des bailleurs, plutôt qu'étant intégrées dès la phase de conception. Elle a soutenu que cette approche mène souvent à des évaluations « en boîte noire » qui ne mesurent pas l'impact réel.



## Le rôle des jeunes Africains dans la promotion de l'évaluation

**M. Brice AKA** a posé une question importante sur les opportunités concrètes pour les jeunes Africains intéressés par l'évaluation. Il a souligné qu'en l'absence d'un nombre critique d'acteurs locaux soutenant les initiatives d'évaluation, l'impact positif resterait difficile à atteindre.



## Biais dans les évaluations dirigées par les gouvernements

**Mamotseoa Mabereng Makhetha** a demandé comment les gouvernements peuvent conduire des évaluations sans introduire de biais. Cette question a déclenché une discussion plus large sur l'importance de la neutralité dans l'évaluation des politiques publiques.



## Intégration des enjeux socio-culturels dans les évaluations

Un autre point clé soulevé a été la nécessité pour les évaluateurs de tenir compte des spécificités socio-culturelles des communautés impliquées dans les évaluations. Cela a conduit à des réflexions sur la manière dont les réalités locales influencent les résultats des évaluations et comment ces évaluations peuvent être ajustées pour refléter ces réalités.



## Défis de gestion du temps dans les évaluations participative

**Sara Sangiuliano** a également soulevé le défi de la gestion du temps limité dans les évaluations participatives. Il a été suggéré que les évaluateurs doivent gérer le temps de manière plus efficace pour garantir des évaluations complètes et approfondies..



## Opportunités de financement pour promouvoir l'évaluation en Afrique

**Mokete Khotle** a interrogé sur les opportunités de financement pour soutenir l'évaluation dans les organisations de la société civile locales (OSC), dont beaucoup peinent à sécuriser des ressources suffisantes pour leurs initiatives d'évaluation..



## Recommandations formulées



Il a recommandé de renforcer l'institutionnalisation de l'évaluation en Afrique, en intégrant davantage les acteurs locaux dans les processus d'évaluation des politiques publiques. Selon lui, cela passe par une révision des mécanismes de financement et une adaptation des stratégies d'évaluation pour mieux prendre en compte les spécificités du continent. Il a aussi insisté sur l'importance d'une évaluation stratégique qui justifie et oriente les investissements souverains de l'Afrique.



Il a recommandé que l'Afrique adopte des approches innovantes et adaptatives pour la gestion des projets complexes, notamment en réponse aux crises mondiales. Il a insisté sur l'importance d'une évaluation à long terme, prenant en compte la résilience et la durabilité des projets face à des défis comme le changement climatique. Il a également suggéré de mesurer l'impact global des projets, pas seulement leur efficacité immédiate, mais aussi leur capacité à produire des effets positifs à long terme pour les communautés locales.



Dr. Rey a fortement recommandé de renforcer les capacités locales en matière d'évaluation. Selon elle, il est essentiel de former les acteurs locaux de manière continue pour qu'ils puissent prendre en main les processus d'évaluation et les intégrer dans la conception des politiques publiques. Elle a aussi proposé d'adopter des méthodologies d'évaluation contextuelles, qui prennent en compte les réalités socio-économiques des pays africains, et de favoriser des approches participatives, où les résultats de l'évaluation servent directement à orienter les décisions politiques.



Mme Ndoye a recommandé de renforcer la participation citoyenne dans l'évaluation des politiques publiques. Elle a insisté sur le fait que l'évaluation doit être utilisée comme un espace de dialogue entre les gouvernements et les communautés locales, pour garantir que les projets répondent aux besoins réels des populations. Elle a également proposé de valoriser les savoirs locaux, notamment ceux des femmes, qui jouent un rôle essentiel dans la gestion des ressources naturelles et la construction de la résilience locale.

## Retour des participants

Les participants ont exprimé une appréciation significative pour la qualité des interventions des panélistes. Voici quelques points clés :



### Recommandations pratiques :

Les participants ont apprécié les recommandations pratiques pour renforcer l'autonomie de l'Afrique, notamment à travers le développement des capacités locales d'évaluation et une meilleure intégration des résultats d'évaluation dans les processus décisionnels.



### Réactions positives:

Beaucoup de participants ont exprimé leur gratitude pour la profondeur des discussions et la gestion des problématiques complexes liées à la gestion des évaluations dans le contexte africain.



### Suggestions pour de futurs sujets :

Certains participants ont suggéré que les futures discussions se concentrent sur l'amélioration de la qualité des évaluations dans le cadre du développement national, avec des études de cas spécifiques en Afrique (Paru Benard).

## Conclusion

Le webinaire a constitué une plateforme enrichissante pour discuter du rôle de l'évaluation dans l'autonomisation de l'Afrique. Les échanges ont fourni des aperçus plus profonds sur les défis et les opportunités liés à la reconfiguration de la coopération internationale. Les discussions ont souligné l'importance d'intégrer les valeurs culturelles et la prise en charge locale dans les pratiques d'évaluation. Les participants ont salué la diversité des perspectives apportées par les panélistes et les recommandations pratiques proposées, qui pourraient avoir un impact positif sur les politiques publiques et renforcer la résilience économique de l'Afrique.



Better  
**evidence**

Better  
**policies**

Better  
**lives**

